

# Reporterre

le quotidien de l'écologie

François Gemenne : « Le problème n'est pas tant le capitalisme que le court-termisme »

25 mai 2019 / [Entretien avec François Gemenne](#)



Le dérèglement climatique change les cadres du débat politique et devient un prisme incontournable de lecture du monde, explique François Gemenne dans cet entretien. Dans ce contexte, les chercheurs ont un rôle majeur à

jouer et ne peuvent pas se dérober.

---

Reporterre poursuit une grande série d'entretiens de fond avec celles et ceux qui renouvellent la pensée écologique aujourd'hui. *Parcours, analyse, action : comment voient-elles et voient-ils le monde d'aujourd'hui ? Aujourd'hui, François Gemenne, chercheur en sciences politiques, rattaché à l'université de Liège et enseignant à Sciences Po. Ses recherches sont essentiellement consacrées aux migrations et aux déplacements de populations liés aux changements de l'environnement, notamment aux catastrophes naturelles, ainsi qu'aux politiques d'adaptation au changement climatique.*

---

## **Reporterre — Dans votre enfance, quel était votre rapport à la politique et à l'écologie ?**

**François Gemenne** — Mes parents étaient professeurs de lycée à Liège, en Belgique. J'ai grandi dans un milieu assez privilégié, très culturel. Petit, je regardais le journal télévisé et je connaissais les noms des principaux hommes et femmes politiques. Dans les supermarchés, je montais souvent sur des tabourets et je haranguais les gens en disant « *je suis François Mitterrand* », parce que j'avais identifié que Mitterrand portait le même prénom que moi.

J'étais déjà sensible aux questions écologiques, particulièrement la disparition des espèces. À l'école primaire, nous avons lancé un journal qui s'appelait *Le Cri de la nature*. Avec quelques amis, on rédigeait des articles sur les espèces en danger, on les photocopiait chez nous, et on vendait ce journal dans la cour de récréation. La revue marchait bien !

## **Plus tard, vous avez d'abord souhaité devenir diplomate, avant d'hésiter entre une carrière politique — vous étiez membre du parti belge Écolo — et le monde de la recherche... Qu'est-ce qui vous a fait pencher pour la recherche ?**

**L'affaire Francorchamps.** Le parti Écolo avait réussi à faire voter une loi qui interdisait la publicité pour le tabac dans l'espace public. La Belgique avait un grand prix de Formule 1, Spa-Francorchamps, largement sponsorisé par les cigarettiers. Et l'infâme Bernie Ecclestone, grand patron de la Formule 1 à l'époque, avait dit : « *Si la Belgique maintient cette loi, je retire le grand prix du calendrier.* » La plupart des partis étaient prêts à faire une exception « *Francorchamps* », mais les Verts ont tenu bon. Ils sont apparus comme les fossoyeurs de

l'économie, et ils se sont pris une dégelée électorale en 2004, où ils ont perdu la moitié de leur électorat.

Plutôt que de me retrouver politique dans l'opposition, j'ai décidé de mettre ce moment de disette électorale à profit pour faire une thèse sur les réfugiés écologiques. À l'époque, très peu de gens en parlaient, ça apparaissait comme un sujet de niche tout à fait anecdotique.



### **Pourquoi avoir choisi ce sujet ?**

Lors d'un stage à l'ONU, en 2001-2002, je me suis retrouvé coincé dans un ascenseur avec Enele Sopoaga, qui était ambassadeur du Tuvalu aux Nations unies. Il m'a expliqué que Tuvalu venait de réunir assez d'argent pour payer la cotisation d'adhésion à l'ONU et que sa mission était d'alerter les États sur la hausse du niveau des mers et la potentialité que les Tuvaliens deviennent des réfugiés climatiques. J'avais été fasciné par cette histoire. Par la suite, j'ai passé plusieurs mois à Tuvalu, un an à La Nouvelle-Orléans avec ceux qui avaient subi l'ouragan Katrina, puis avec les déplacés de la catastrophe de Fukushima.

Au cours de ma thèse, le sujet a trouvé de plus en plus d'écho et j'ai été sollicité pour en parler. En 2010, au moment de la COP16 à Cancún (Mexique), nous, chercheurs, sommes parvenus à faire passer dans la négociation internationale l'idée que les gens migrent aussi pour s'adapter, et pas seulement parce qu'ils ont échoué à s'adapter. Les migrations ont été reconnues comme une stratégie possible d'adaptation qui peut recevoir des financements.

Sur les migrations, des chercheurs se sont transformés en entrepreneurs politiques, pour porter cette cause, de la même manière que le Giec [*Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*] est un entrepreneur politique sur la question du changement climatique.

**Aujourd'hui, vous vous considérez donc comme un « chercheur entrepreneur politique » ?**

La recherche, c'est le contraire de la tour d'ivoire. Être chercheur, c'est la plus grande possibilité de changer les choses, car la science pose les cadres du débat. En faisant de la recherche, je fais aussi de l'action politique, et je pense plus efficacement que si j'étais député. Nous devons nous investir dans les débats publics plutôt que de les fuir, comme certains collègues le font.

**Quitte à accepter, comme vous l'avez fait, de débattre dans les médias avec des membres du Rassemblement national ?**

Il faut accepter des débats avec des gens qui ne pensent pas comme nous, et même avec des gens qui font leur fonds de commerce de mensonges et de rumeurs. Quand Benoît Hamon ou Europe Écologie-Les Verts (EELV) m'ont sollicité pour les conseiller, j'ai évidemment dit oui. Mais je considère qu'un chercheur n'a pas à être partisan : il est au service de tous les partis démocratiques, pour que la décision publique et les orientations politiques s'appuient sur des faits et sur de la science. Particulièrement aujourd'hui dans un monde de « *post-vérité* », où tout le monde a tendance à transformer les informations. C'est pourquoi, à l'époque où Sarkozy était à l'UMP, j'étais intervenu à sa demande lors d'un congrès. Et c'est pourquoi je ne suis plus membre d'aucun parti politique. En tant que chercheur, on ne peut pas sombrer dans la partisanerie.

**On a souvent cette image du chercheur qui doit, au nom d'une objectivité, rester neutre. Pour vous, ça n'a pas de sens ?**

Le chercheur doit être honnête, il ne doit pas être neutre. La science n'est pas neutre. Quand on travaille sur des phénomènes aux implications sociales aussi importantes que le changement climatique ou les migrations, on ne peut pas publier ses résultats dans des revues académiques et ne pas prendre part au débat. Le climatologue qui fait des mesures de concentration de gaz à effet de serre et qui voit que ça s'emballe, ne peut pas se contenter de publier ses travaux dans *Global Environmental Change*. Bien sûr qu'il doit sonner l'alarme, bien sûr qu'il doit s'impliquer dans le Giec ! Je me reconnais tout à fait dans la démarche du Giec : fournir un condensé de la science, et laisser les politiques prendre leurs décisions.

## Que disent les migrations environnementales du monde dans lequel nous vivons ?

Elles disent que les problèmes sont profondément imbriqués les uns dans les autres : ces migrations sont tout autant économiques et politiques qu'environnementales, elles ne sont pas séparées des autres dynamiques migratoires. En Afrique subsaharienne, la moitié des gens dépendent de l'agriculture de subsistance, et c'est leur principale source de revenus. Si l'environnement se dégrade, si les températures ou la pluviométrie changent, ils perdent leur source de subsistance.

Avec le changement climatique, toute une série de cadres d'analyse n'a plus de sens : les frontières, la souveraineté. Qu'est-ce que veut dire la souveraineté nationale à Tuvalu, quand les côtes de votre pays sont grignotées par la mer en raison du mode de vie d'autres pays, à l'autre bout du monde ? Que veut dire le concept de frontière quand la géographie des cartes est complètement redessinée ?

Les migrations environnementales nous disent qu'aujourd'hui le futur et le présent de populations sont complètement transformés à cause de facteurs sur lesquels ils n'ont plus aucune prise. Ça implique de penser les choses de manière « *anthropocénique* » : notre place sur cette planète ne s'arrête pas à nos frontières nationales et notre responsabilité en tant qu'humains ne s'arrête pas à des frontières géographiques ou générationnelles. Il faut repenser les relations internationales pour les transformer en relations globales.





## **Lors de notre dernier entretien, vous aviez souligné la tendance des luttes écolos à se replier dans le cadre des frontières et se concentrer sur des solutions principalement locales. N'est-ce pas la preuve d'un échec de l'action internationale ?**

Oui, mais c'est une défaite à laquelle je ne me suis pas encore résolu. La politique internationale est extrêmement décevante, malgré certaines avancées. L'Accord de Paris reste un succès important, le pacte mondial de l'ONU sur les migrations aussi. C'est compliqué de penser l'action au niveau international mais le localisme est un repli qui va à l'encontre de tout ce que je suis. Ce n'est pas un hasard si le Rassemblement national (RN) a choisi le localisme comme son nouveau credo écologiste.

Les mobilisations étudiantes pour le climat ou l'Affaire du siècle sont essentielles, mais exiger de la France qu'elle réduise ses émissions, c'est insuffisant. Même si nous devenions un pays exemplaire, ça ne changerait quasiment rien au dérèglement climatique global. Il faut aussi demander que la France fasse tout ce qu'elle peut pour réduire les émissions à l'étranger, en subsidiant massivement les renouvelables partout dans le monde, en cessant les subsides aux énergies fossiles.

## **Comment peut-on agir au niveau international ?**

Il faut concevoir les luttes et mobilisations locales comme étant une déclinaison de l'international. On ne peut pas se dire « *je vais aller tout seul cultiver mon lopin de terre en permaculture et tant pis pour les autres* ».

Il faut soutenir des mouvements sociaux ou des ONG, comme 350.org ou Greenpeace, qui dépassent les frontières. Ensuite, il faut faire pression collectivement sur des banques ou des entreprises multinationales. Je suis révolté quand des gens viennent me dire « *qu'est-ce qu'on peut y faire, de toute façon, on est en France, ce sont des multinationales qui décident* ». Les banques qui investissent massivement dans les énergies fossiles sont BNP Paribas et la Société générale. Lafarge est le numéro 1 du ciment, Nissan Renault est le numéro 1 de l'automobile ! Je suis effrayé de voir combien les gens se sentent déconnectés de l'action internationale. La France a un siège au Conseil de sécurité, nom d'un chien (*sic*) ! Qu'on puisse se sentir impuissant quand on est dans un minuscule pays comme Sao Tomé-et-Principe ou Tuvalu, d'accord, mais quand vous êtes Français, vous ne pouvez pas dire des choses comme ça.

## **Vous retrouvez-vous dans les actions d'ANV-COP21, qui a bloqué des sièges de multinationales ?**

Bien sûr, ça permet de mettre l'accent là où il y a un problème. Mais la question c'est aussi : comment travailler avec ces entreprises pour les faire changer. Car, dans dix ans, ces

entreprises seront toujours là. Donc, soit on se dit que ce sont de grands méchants avec qui on ne peut rien faire, soit on cherche à les faire changer. Le but n'est pas de fermer Total, mais de transformer l'entreprise en leader énergétique d'un monde post-carbone. Il faut aussi mettre le doigt sur l'hypocrisie, et dénoncer les partenariats de Total avec Sciences Po. Mais j'ai peur que si on se dit « *il faut tout renverser, il faut sortir du capitalisme* », on n'ait pas le temps.



**À l'inverse, beaucoup de personnes disent qu'on n'a pas le temps pour les petits pas, pour changer les pratiques dans telle et telle entreprise, et que la seule solution, c'est de changer radicalement les choses. Qu'en pensez-vous ?**

Je voudrais pouvoir croire au grand soir. Mais c'est un risque considérable à prendre, et vu les enjeux, je n'y suis pas prêt. Car peut-être qu'en 2022 tout va s'écrouler et qu'on mettra autre chose en place. Mais si ça n'arrive pas très très rapidement... on est foutus. Tandis que je vois ce qu'il est possible de faire au quotidien en travaillant avec ces entreprises, et ce n'est pas forcément une stratégie des petits pas. Il s'agit de leur montrer à quel point, sur le long terme, elles ont intérêt à la transition écologique, y compris en matière de profit. Le problème aujourd'hui n'est pas tant le capitalisme que le court-termisme. Les entreprises sont aujourd'hui otages de leurs actionnaires, qui s'en fichent de l'avenir à long terme. Si elles étaient à nouveau dirigées par leurs dirigeants, on aurait moins de licenciements économiques, et une stratégie de long terme.

## **Lors de notre dernière rencontre, vous aviez « acté que l'Europe serait bientôt gouvernée par l'extrême droite ». Maintenez-vous ce constat ?**

Je suis très inquiet — sans doute davantage que lors de notre dernière rencontre — de la montée de l'autoritarisme. De plus en plus de gens, y compris parmi les Gilets jaunes, se disent prêts à accepter un régime autoritaire, souhaitent un leader fort pour faire table rase et mettre fin « à tous les privilèges ». Dans toutes les sociétés européennes, il existe une appétence pour les dictatures. Macron l'a bien compris.

Je suis très inquiet, aussi, de la manière dont le gouvernement réagit au mouvement des Gilets jaunes, avec la montée des restrictions aux libertés publiques. Ça devient compliqué de manifester en France, sans parler des blessures physiques. Les gens deviennent des ennemis les uns pour les autres. Même si tous proviennent *a priori* du même milieu social, connaissent les mêmes difficultés pour les fins de mois, les uns vont enfiler un gilet jaune, les autres un uniforme de CRS, et ils vont s'affronter. Je ne peux pas me résoudre à vivre dans une telle société, où il s'agirait de faire triompher le camp du bien sur le camp du mal.

En Belgique, j'ai fait plein de marches pour le climat avec mon gamin de 6 ans sur les épaules. Je n'oserai jamais le faire en France. On ne peut pas se résoudre à ça dans une démocratie. Je ne fais pas partie de ceux qui vont dire « *sale flic* », parce qu'eux aussi sont sous tension et ils ne sont jamais que les instruments d'ordres qui leur sont donnés par la préfecture ou par le ministère. Mais je pense que Castaner devrait démissionner immédiatement. Il faut repenser en urgence la gestion du maintien de l'ordre en France, avoir une vraie réflexion par rapport aux techniques policières, aux nasses, à l'utilisation des armes comme les grenades, les LBD, et plus globalement sur comment réinstaurer un dialogue entre les services de police, de gendarmerie et les manifestants.

## **Faut-il encore faire des enfants ?**

Je comprends qu'on puisse se poser la question, sachant que les conséquences futures du changement climatique sont déterminées par les émissions passées, ça ne va pas être joli à voir pour ceux qui vont naître maintenant. Et sachant que faire un enfant en Europe ou dans un pays occidentalisé représente une empreinte carbone relativement conséquente.

Mais, d'un autre côté, s'il n'y a pas de générations futures, à quoi bon se battre ? Je vais aller travailler dans une banque, gagner trois fois plus d'argent et passer tous mes week-ends à Las Vegas. Je ne vais pas m'emmerder (*sic*) à être chercheur. Les enfants, c'est une bonne façon de s'extraire de la question de court-terme et de penser sur le long terme.





### **Prenez-vous toujours l'avion ?**

Oui. En tant que chercheur, je le prends infiniment plus que la moyenne de la population, mais je l'assume parce que c'est justifié pour des raisons professionnelles. Il ne faut pas voir l'avion comme une sorte de grand méchant du changement climatique.

Lors des réunions du Giec, beaucoup s'interrogent quant au paradoxe à se retrouver à l'autre bout du monde pour écrire le prochain rapport sur le changement climatique. Non ! C'est une semaine nécessaire de travail intensif avec des chercheurs du monde entier, de pays en développement et de pays industrialisés. Quand la réunion se déroule en Inde, cela peut nous paraître le bout du monde, mais c'est en réalité plutôt proche pour de nombreux chercheurs.

Il y a donc toute une série de déplacements en avion qui restent légitimes. L'avion apporte des bénéfices sociaux, y compris l'aviation *low cost*, qui a permis à des familles de partir en vacances à l'étranger. Je ne voudrais pas qu'on en arrive à une situation où les gens ne prennent plus l'avion, où les billets d'avion deviennent trop chers, où les familles les plus pauvres, voire les classes moyennes, ne puissent plus du tout partir à l'étranger et soient obligées de rester chez elles.

Mais on peut prendre moins l'avion : il faut interdire les déplacements très courts, les petits vols intraeuropéens, et instaurer une taxe sur le kérosène. Ça implique de baisser drastiquement le prix des trains, de créer une agence européenne des chemins de fer.

## Qu'est-ce qui fait que vous n'êtes pas déprimé, aigri ou angoissé ?

J'ai le sentiment qu'un basculement s'opère dans l'opinion. Les gens vont manifester dans la rue parce qu'ils identifient l'environnement comme une lutte profondément politique et sociale. On sort d'une phase incantatoire où les chercheurs disaient « *il faut sauver le climat* ». Et on entre dans une période difficile, où la question de l'environnement va devenir un sujet polémique et controversé, facteur de tensions.

Cette période peut déboucher sur le pire et le meilleur. Le choix collectif est tellement immense qu'on pourrait avoir une position de repli et dire « *c'est trop radical comme changement* », ne faisons rien. Sauf qu'on est la dernière génération à pouvoir changer les choses. C'est à la fois une terrible responsabilité, parfois écrasante, mais c'est aussi une formidable occasion d'inventer autre chose. Cette aspiration à « *autre chose* » explique aussi pourquoi le ressentiment envers Emmanuel Macron est si fort. Emmanuel Macron est arrivé comme le candidat du « *nouveau monde* » et on réalise que c'était sans doute le dernier rempart de l'« *ancien monde* ».

- *Propos recueillis par Alexandre-Reza Kokabi et Lorène Lavocat*

---

**Lire aussi :** [Migrants : « Ouvrir les frontières accroît à la fois la liberté et la sécurité »](#)

---

**Source :** Alexandre-Reza Kokabi et Lorène Lavocat pour *Reporterre*

**Photos :** © [Mathieu Génon](#)/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Entretien](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Francois-Gemene-Le-probleme-n-est-pas-tant-le-capitalisme-que-le-court>